

De l'expérimentation culturelle citoyenne au contre-pouvoir : vers une « Nouvelle Institutionnalité » ? Le cas du centre socioculturel autogéré *La Casa Invisible* (Malaga)

Maïté Juan, doctorante au LISE (CNAM) - IFRIS

Face aux limites et critiques de l'offre participative institutionnelle, la visée de cette communication est d'interroger la capacité d'une initiative culturelle citoyenne à faire évoluer les paradigmes de l'action publique à partir du modèle des communs. Il s'agit d'observer le potentiel instituant et critique d'une expérimentation culturelle issue des mouvements sociaux, en tant qu'espace public autonome et force de proposition pour les politiques publiques à l'échelle municipale.

Cette communication abordera, dans un premier temps, la fabrication du commun (Ostrom, 2005 ; Subirats, 2016), en étudiant les caractéristiques du modèle de « gestion citoyenne ». Il s'agira, plus particulièrement, d'analyser de quelle manière l'organisation horizontale, décentralisée et réciprocaire de la gouvernance participative entre en tension avec la réapparition de conflits de légitimité, d'asymétries de statut ou de formes d'expertise questionnant et complexifiant l'idéal de coresponsabilité collective et de dé-spécialisation des tâches de gouvernement.

Dans un deuxième temps, il s'agira de se pencher sur l'articulation de ce commun culturel aux institutions, en étudiant les différentes modalités de relations entre la Casa Invisible et le cadre institutionnel, oscillant entre dynamique « sauvage » et insurrectionnelle et logique coopérative d'institutionnalisation. Plus particulièrement, nous montrerons comment la production de savoirs collectifs et l'inscription dans des réseaux intermédiaires ont permis à la Casa Invisible de constituer un foyer de réinvention de la notion d'Institution et d'élaboration de la candidature municipaliste *Malaga Ahora*. En somme, nous montrerons de quelle manière la Casa Invisible et le mouvement *Malaga Ahora* constituent deux formes, citoyenne et électoraliste, d'« ensauvagement des institutions » (Neveu, 2011)

Cette proposition de communication s'appuie sur la réalisation de 20 entretiens semi-directifs assortis d'observations directes au sein d'assemblées générales, de réunions de commissions et d'évènements culturels organisés au sein de la Casa Invisible.

Présentation de la Casa Invisible

La Casa Invisible est un centre socioculturel autogéré issu de l'occupation en 2007 d'un édifice abandonné dans le centre historique de Malaga. Ce mouvement de désobéissance civile, par un ensemble hétéroclite de créateurs, artistes locaux, universitaires et militants des mouvements sociaux, entend représenter une alternative aux circuits culturels traditionnels promus par les pouvoirs publics. Le processus de réappropriation collective coïncide avec l'organisation du Festival de cinéma de Malaga, un évènement institutionnel contre lequel les différents collectifs et individus se mobilisent car il apparaît comme l'un des éléments emblématique de la stratégie de marketing urbain et d'instrumentalisation économique de la culture au service du développement urbain (Dubois, 2001 ; Florida 2002). La Casa Invisible émerge, en effet, face au manque d'espace culturel citoyen à Malaga et s'érige contre le modèle de politique culturelle et urbanistique en vigueur, visant à favoriser l'attractivité

territoriale et la compétitivité économique de Malaga par la promotion de grands équipements touristiques et des au détriment d'un accompagnement des créateurs culturels locaux. Au delà de la critique d'une instrumentalisation institutionnelle et marchande de la culture et du tournant néo-libéral des politiques publiques (Jobert, Théret, 1994), l'occupation représente un acte de désobéissance civile pour interpeller la municipalité afin d'obtenir la cession de l'édifice et la reconnaissance du modèle de gestion citoyenne.

Un professeur de l'université de Malaga de 42 ans, Floren Cabello, ayant participé au mouvement de squat, assimile le processus de marchandisation et de privatisation de la culture à la bulle immobilière et spéculative :

« Pour nous ce festival était notre manière d'organiser une critique d'un évènement qui reflète ce qu'on a pu nommé la « bulle culturelle », on va dire que pour la Casa Invisible les politiques culturelles sont très liées aux politiques urbaines, c'est très lié à la création de territoire attractif pour des investissements financiers donc oui c'est l'idée de la financiarisation globale de la culture et de l'espace urbain » Floren Cabello.

Un doctorant en histoire de 27 ans impliqué dans la Casa Invisible, Curro Machuca, souligne également :

« Le capitalisme dans son versant néolibéral, accapare et neutralise la culture, il faut se demander quel type de culture, pour qui et comment, Malaga, qui reçoit beaucoup de touristes, exploite ça, une culture qui n'est ni consommée ni exigée par les propres malagueniens, en fait, s'il n'y avait pas d'espace comme la Invisible à Malaga, beaucoup de créateurs et d'artistes n'auraient pas de lieu où créer » Curro Machuca.

S'organisant à travers six commissions (culture libre, communication et réseaux, formation et investigation, mouvement, réhabilitation et bio-construction, économie sociale et solidaire et coopérativisme) et une assemblée de gestion, cette expérimentation culturelle a fait émerger une articulation innovante entre culture libre, gestion citoyenne et économie plurielle.

Tandis que l'aire de communication intègre les réseaux sociaux, le software libre, la conception graphique, ou encore des pratiques de *fablab* et de *hacking*, l'aire de culture libre comprend l'organisation des propositions d'activités et d'ateliers émanant des citoyens (ateliers de danse, musique, langue, langage des signes...) ou des membres du collectif moteur, la gestion des événements (festivals, rencontres), la promotion des groupes émergents. L'aire d'autoformation et investigation, est dédiée à l'organisation de séminaires et réflexions collectives, et intègre notamment la ULEX, la *Universidad Libre Experimental*, un dispositif emblématique de production de connaissances citoyennes et critiques contre les modes conventionnels d'enseignement supérieur. L'aire de mouvements est consacrée à la promotion de l'auto-organisation citoyenne, le soutien et la coordination de collectifs dans la lignée du 15M. Cette aire comprend notamment un versant stratégie correspondant aux négociations avec les pouvoirs publics : les personnes participant à ce groupe de travail sont également impliquées dans le processus politique *Malaga Ahora*. L'aire de réhabilitation, bio-construction et architecture collaborative est dédiée à la défense du patrimoine social, culturel et architectural, à l'entretien et à la rénovation de l'édifice, à la gestion des travaux de réhabilitation dans une perspective de développement durable. Enfin, l'aire d'économie solidaire et coopérative est destinée à organiser la coopération sociale productive, les

dynamiques d'entrepreneuriat collectif et communautaire, des projets d'innovation sociale ainsi que des formations en économie coopérative et solidaire.

Le modèle de gestion citoyenne de la Casa Invisible, se revendiquant comme ouvert, perméable et égalitaire, se veut un laboratoire de « pédagogie démocratique », c'est-à-dire un foyer de coresponsabilité et d'apprentissage collectif. La conception autogestionnaire et participative de l'autogouvernement se cristallise dans une rhétorique partagée par divers membres du collectif moteur présentant la Casa Invisible comme un « climat », une matrice permettant le déploiement de processus de subjectivation, à travers la socialisation coopérative et amicale mais aussi à travers la conflictualité. De manière similaire, la culture est pensée comme un creuset pluriel de rencontres, de frictions, tensions et de créativité, comme un foyer collectif d'innovation naissant à travers les désajustements et les discordances du collectif. Cette combinaison de conflictualité et de brassage apparaît comme le fondement de la construction du commun.

La naissance de la Casa Invisible s'ancre dans un débat fondateur sur la nature du projet : tandis que certains participants optaient pour un modèle classique de centre social autogéré, marqué par une tradition d'entre soi identitaire, d'autres souhaitaient ouvrir ce modèle en encourageant la participation citoyenne à l'échelle de la ville de Malaga. Ce débat initial souligne les dérives autoréférentielles, statiques et hermétiques des centres sociaux traditionnels, entrant en contradiction avec la volonté de construire un projet culturel collectif. Un membre de la coopérative du bar de 26 ans, Daniel Machuca, confirme cette distinction, en présentant la Casa Invisible comme une « institution du commun » fondée sur un principe de réciprocité et d'ouverture à la citoyenneté, contre l'idée d'un entre soi alternatif :

« Le pari de ce collectif va beaucoup plus loin, c'est construire une institution du commun, qui se laisse traverser par les gens, qui fonctionne sur la base de la coopération et de la culture libre et dont l'objectif est que la gestion ne soit pas exclusive du collectif qui a lancé l'initiative de générer ce projet politique, la gestion est citoyenne, en garantissant des voies pour la participation des gens au delà du collectif » Daniel Machuca

1. Vers la constitution d'un commun culturel ?

Notre recherche privilégie la définition du « commun » présentée par le sociologue espagnol Joan Subirats (2016), car celle-ci intègre les théorisations de la démocratie participative et de l'économie sociale et solidaire. La théorisation du « commun » proposée par Subirats s'inscrit partiellement dans l'héritage d'Elinor Ostrom (2005), en intégrant l'idée centrale de la production de normes collectives de gouvernance mais en s'écartant de la focalisation sur la propriété partagée comme « faisceau de droits ». Se distançant de l'approche institutionnelle et néo-classique d'Ostrom, l'approche de Subirats incorpore également les apports de Pierre Dardot et Christian Laval (2014) sur la prédominance de l'usage collectif par rapport à la propriété et sur la conception du commun comme forme d'auto-organisation critique par rapport aux logiques de privatisation et de compétition portées par le capitalisme néo-libéral. En outre, Subirats place les notions de réciprocité, coopération et communauté au cœur de l'idée de commun, recouvrant une pluralité d'aspects sociaux, économiques et politiques: « Nous nous référons à une ressource imbriquée à une communauté, à des relations, des valeurs sociales, des règles et des normes qui servent à

organiser cette ressource et les implications sociales que son usage et son gouvernement collectif exigent. » (Ibid., p.66). Cette conception plus extensive du commun est liée, pour Subirats, à la nécessité d'adopter une « nouvelle rationalité » qui englobe conjointement les aspects sociaux, économiques et politiques. Selon l'approche de Subirats, le commun est étroitement lié à l'autonomie citoyenne et à l'émergence de formes de gouvernance plus participatives fondées sur l'articulation entre « intervention institutionnelle et coresponsabilité sociale » (Ibid., p.18). De fait, dans quelle mesure la Casa Invisible constitue-t-elle un creuset d'autonomie citoyenne ? En quoi la gouvernance collective permet-elle un accès partagé et une gestion commune du bien culturel, dans une dynamique de coresponsabilité collective ?

1.1. Des normes collectives d'autogouvernement fluides et contextuelles : le défi de préserver des « manières de faire » informellement institués

La Casa Invisible dispose d'accords collectifs synthétisant les principes fondateurs ainsi que les règles de vivre-ensemble, de gestion et d'utilisation de l'espace, qui se sont enrichis au fil des besoins et enjeux identifiés au sein de la Casa Invisible. Ces accords sont formellement confirmés ou révisés annuellement au cours d'une journée d'évaluation visant à questionner le sens du projet collectif, à évaluer le résultat des pistes de développement adoptées et à faire surgir des propositions de perfectionnement.

Les normes ne sont pas conçues, au sein de la Casa Invisible, comme des lignes directrices rigides et extérieures aux individus, appelant l'adhésion et l'obéissance des participants, mais comme des manières de faire d'ordre éthique, flexibles et contextuelles, supposant une autonomisation et une responsabilisation du collectif par rapport aux décisions qu'il a lui mêmes prises. Les normes malléables et construites collectivement permettent ainsi d'aménager un milieu où peuvent coexister la régulation sociale avec la déviance et l'innovation. Ainsi, un doctorant en architecture de 26 ans, Kike Espana, souligne à propos de l'absence de règles formalisées :

« Je crois que c'est une des choses qui fait qu'on peut travailler de manière libre et créative et que les gens se sentent incorporés aux processus (...) nous on pense que ça fonctionne bien comme ça ici, à cette échelle et dans ce contexte, l'organe de décision et de pouvoir ici, c'est l'assemblée, ou on travaille ensemble toutes les décisions importantes, et ça fait que l'idée des normes n'a plus vraiment de sens, quand tu participes directement à la décision, à quoi sert la norme, tu vois ? Après, c'est vrai qu'on construit des normes qui sont plus temporaires et fluides, mais on ne parle pas de normes, plutôt de décisions collectives, qui sont légitimées par tous » Kike Espana

Les normes collectives, s'adaptant et se reconfigurant au fil de l'expérience vécue par les participants, sont questionnées et soumises à débat dans une recherche de bien-agir et dans une logique pragmatique d'essai-erreur-perfectionnement. Daniel Machuca déclare :

« Il n'y a pas de véritable règlement interne, mais il y a des documents pour négocier avec la municipalité, il y a des accord collectifs, des rapports, des mémoires d'activité, ça oui ... Toutes les dynamiques, les formes relationnelles ou normes que nous adoptons sont des expérimentations qui finissent par devenir d'autres choses et donc ne se formalisent pas dans des choses concrètes. En fait, la structure organique de la Invisible est très vivante (...) Ici, la transformation, c'est un peu une constante. ». Dani

De fait, la Casa Invisible apparaît pour nombre de participants comme un « organisme vivant », une « structure organique » en perpétuelle transformation, s'adaptant aux besoins et problématiques émergentes. Cette rhétorique vitaliste n'empêche pas la construction collective et la défense d'une éthique du lieu et des relations sociales afin de garantir la pérennisation de la participation collective ou de lutter contre les formes d'abus et d'appropriation de l'espace. Plutôt que d'instituer un format procédural structurant ou de rigidifier la participation à travers des dispositifs, il s'agit de préserver des « manières de faire » informellement instituées. Cependant, en l'absence de formalisation de normes collectives, le sens politique du projet collectif peut se dissoudre s'il n'est pas accompagné de démarches réflexives d'auto-questionnement et d'autocritique permettant de faire coïncider les pratiques avec le projet commun. Ainsi, Monica, une postière de 42 ans ayant suivi des études de journalisme et militante des centres sociaux autogérés depuis 20 ans, souligne :

« Moi j'ai un peu la sensation qu'on a perdu nos meilleures habitudes par rapport à la participation, avant on prenait le temps de préparer un ordre du jour avant les assemblées pour que chacun sache un peu de quoi on allait parler, c'était quelqu'un qui s'en chargeait ou on le préparait collectivement (...) on faisait aussi attention à ce qu'il y ait un vrai animateur (...) on faisait aussi plus attention à la communication entre les aires de travail (...) le problème je pense c'est d'actualiser le sens du projet, le projet aurait beaucoup plus de puissance politique » Monica

La déperdition de ces manières de faire informelles sous-tendant la régulation du commun culturel semble due à une absorption du politique dans les exigences logistiques et organisationnelles de gestion quotidienne de l'espace. La structure décentralisée et horizontale des commissions de participation peut néanmoins constituer un levier potentiel de revitalisation du projet politique.

1.2. Les dispositifs participatifs : une structure organisationnelle décentralisée favorisant la distribution des pouvoirs et des compétences ?

La structure de la Casa Invisible se compose de six aires de travail ou commissions, qui sont des espaces délibératifs et décisionnels, fondés sur la pratique du consensus et se chargeant de la conception et de l'organisation des différents domaines de travail de la Casa Invisible. Ces aires de travail sont ouvertes à la participation de n'importe quelle personne intéressée. Au sein de la Casa Invisible, le noyau dur de l'initiative citoyenne est composé d'une quarantaine de personnes mais une centaine d'individus s'implique de manière usagère ou bénévole, tandis qu'une plus grande quantité encore s'implique ponctuellement de manière bénévole. Bien que la participation soit très fluctuante d'une aire à l'autre, on peut souligner que l'aire de communication et de formation regroupent chacune entre 3 et 6 personnes, l'aire de réhabilitation 4 personnes, l'aire de mouvement entre 4 et 5 personnes, l'aire d'économie environ 3 à 4 personnes tandis que la coopérative rassemble entre 17 et 20 personnes. Certains acteurs très impliqués participent à différentes aires. La perméabilité du projet encourage la rotation des rôles, d'usager à bénévole, d'organisateur d'activité à participant aux assemblées et la circulation des personnes d'une aire à l'autre. Enfin, l'Assemblée de gestion est chargée de la coordination générale, de la délibération et de la prise de décision correspondant au fonctionnement du projet. Ouverte à l'ensemble des habitants et membres du collectif, elle

fonctionne également sur le mode du consensus. Ce sont les aires de travail qui doivent apporter des propositions en Assemblée suite à un travail de délibération interne.

Une observation directe menée lors d'une assemblée de la Casa Invisible du 18 Avril 2016 nous a permis d'assister à une réflexion collective sur les défauts du modèle organisationnel par aires de travail. L'instabilité, l'intermittence ou la variation de l'intensité de l'engagement bénévole dans les aires de travail donne lieu à une instabilité de la structure organisationnelle puisque les aires de travail peuvent parfois être très actives, comprenant entre 6 et 10 bénévoles, et parfois ne se réduire qu'à une personne ou devenir inexistantes. Ce problème est clairement identifié par l'ensemble des membres du collectif actif, qui tentent d'imaginer un autre modèle plus viable. Nous avons choisi de restituer le déroulement d'une partie de cette assemblée, afin d'observer de quelle manière les propositions de perfectionnement ou de reconfiguration du modèle organisationnel émergent.

Cette assemblée se déroule au premier étage de l'édifice, dans l'ancienne salle du bar constituant une sorte de salon. La réunion rassemble 13 personnes dont 4 femmes : à part Amanda, avocate et ayant la quarantaine, les autres participants ont tous entre 25 et 30 ans environ. C'est Amanda qui joue le rôle de *dinamizador*. L'ensemble des participants est disposé en cercle, les uns sur un canapé et le reste des participants sur des chaises, ne laissant aucune position de domination symbolique apparaître. Suite à plusieurs discussions portant sur le projet basique de réhabilitation de l'édifice livré à la municipalité, puis sur les problèmes techniques de la salle de concert et enfin, sur une plainte portée par un voisin par rapport aux nuisances sonores du patio, une femme, Noé, prend la parole pour expliquer que, selon elle, le modèle d'organisation des aires ne fonctionne pas. Elle constate que Angel est seul à s'occuper de l'aire d'activité. Pour changer la structure des aires, elle propose de constituer un seul groupe de travail avec des thématiques distinctes, où seraient présents des représentants de chaque aire actuelle. Il s'agirait ainsi d'introduire « *plus de transversalité* » et de fluidité dans le travail et de « *mieux articuler les aires* » en ne formant qu'un seul groupe de travail. Curro acquiesce mais nuance « *Oui je suis d'accord c'est intéressant, mais comme modèle transitoire, pas comme modèle d'organisation sur le long terme je pense* ». Un autre homme confirme la nécessité d'introduire davantage de transversalité mais émet une proposition différente afin d'améliorer la communication entre aires de travail et la gestion financière : il propose de choisir un responsable dans chaque aire pour se charger de la communication et des finances relatives à chaque aire. Chaque commission pourrait ainsi avoir un référent se chargeant de la communication et un groupe de 4-5 personnes référents pourrait se réunir pour échanger sur les débats et les avancées de chaque aire. La prise de parole s'effectue de manière respectueuse, les participants ne se coupant pas la parole ni n'élevant le ton. Un troisième homme, Nacho, intervient « *il faut pas se mentir, le seul groupe de travail effectif pour l'instant, à part l'aire de négociation, c'est l'assemblée, je suis d'accord avec Noé, il faudrait créer un grand groupe de travail avec différents axes de discussion autour de l'économie, des activités, de la réhabilitation, ce serait un bon moyen d'avoir plus de transversalité* ». Amanda tente alors de synthétiser les propositions en évoquant l'idée de mettre en place une commission de coordination qui jouerait le rôle de « *commission de transition* » ou « *commission de crise* » mais qui n'impliquerait pas de changer le modèle organisationnel par aires. Elle converge avec Curro pour expérimenter un

autre modèle transitoire. Elle confirme : « *c'est vrai qu'une réunion de coordination de référents permettrait de réintroduire de la transversalité et en plus, avoir des référents permettrait de mieux informer les gens qui veulent participer à la Invisible et qui ne savent pas comment participer mais je pense qu'il faudrait garder notre modèle par aires, c'est important, c'est ce qui fait la Invi, mais on pourrait mettre en place une sorte de commission de crise, quelque chose comme ça, vous en pensez quoi ?* ». Elle regarde l'ensemble des participants pour récolter leur point de vue puis l'unanimité se fait sur le mauvais fonctionnement de l'organisation par aires : « *le meilleur modèle c'est l'actuel mais bon c'est pas vraiment réaliste* », souligne l'un des participants. L'ensemble des participants converge sur la nécessité d'impulser des temps de réflexion collective pour le reconfigurer. Un quatrième homme ajoute : « *je pense que la création d'un espace de travail unique ou les charges seraient distribuées selon les réunions constituerait une bonne manière d'améliorer l'intégration interne* ». Amanda précise alors qu'il serait préférable que ce groupe de coordination et de travail ne soit pas un espace de prise de décision, sans pour autant imposer son avis comme le plus légitime. Les autres participants semblent se rallier à son opinion. Elle propose d'ouvrir le débat en sur la liste mail des participants afin d'organiser la mise en œuvre de groupes de réflexion. L'ensemble des participants acquiesce.

Nous pouvons dégager plusieurs remarques de ce bref aperçu de la réflexion sur les limites du modèle organisationnel. L'apparition de termes comme « transversalité », « intégration interne », « articuler les aires » dénote un souci plutôt partagé d'accroître les interconnexions afin de faire vivre le projet de manière plus éco-systémique. Si l'ensemble des participants converge vers l'idée de créer un groupe unique de travail composé de référents, les propositions se nuancent quant à la répartition interne du travail : si certains proposent qu'au sein de ce groupe, tous les participants traitent de l'ensemble des axes, d'autres proposent plutôt une distribution interne et un roulement des charges. La conscience d'une déconnexion interne entre les différentes commissions cohabite avec la reconnaissance d'une opacité du projet par rapport à la participation plus extérieure de personnes désirant s'impliquer. En outre, il y a une volonté, dans l'intervention d'Amanda, de ne pas concentrer le processus décisionnel dans un espace de travail unique pour préserver sa diffusion, et de ne pas sacrifier le modèle décentralisé au profit d'une recherche d'efficacité. De fait, l'on remarque également une certaine autorité symbolique d'Amanda, qui apparaît comme la garante de la sauvegarde du projet politique de la Invisible, fondé sur un idéal de construction collective des décisions à travers la pluralité des commissions de travail.

Le consensus apparaît comme une tradition héritée des mouvements sociaux, réactualisée lors du 15M et que les militants expérimentés transmettent aux militants plus récents. Cette pratique délibérative est d'autant plus efficace au sein du collectif moteur qu'elle est pratiquée par une majorité de personnes politisées, qui y ont déjà été sensibilisées au travers de leur apprentissage dans des centres sociaux autogérés, le mouvement altermondialiste ou au travers des assemblées pendant le 15M. Parmi les témoignages recueillis, trois interprétations personnelles du consensus nous paraissent intéressantes à relever. Le doctorant en architecture, Kike souligne la dimension d'« habitus militant » incorporé par les acteurs de la Casa Invisible, facilitant la participation plus active des membres du collectif et, surtout, relie étroitement la pratique du consensus au processus

d'apprentissage et d'invention collective à travers le tâtonnement. Contre un schéma binaire A contre B, le consensus apparaît, dans ses dires, comme une pratique positive d'exploration et de création collective d'alternative. Un technicien des sons et lumières, musicien et membre de la coopérative du bar de 43 ans, David, souligne, quant à lui, le caractère « flexible » et « moins drastique » du consensus, en notant l'importance de la temporalité comme élément constitutif du débat puisque, en cas de blocage, l'intégration de temps de réflexion hors de l'assemblée permet la maturation, l'enrichissement et la refonte des propositions qui seront présentées à nouveau en assemblée : « *c'est une question de cession personnelle* », souligne-t-il. Enfin, un autre participant, Nacho, s'étant familiarisé avec la pratique du consensus lors des assemblées du 15M, pointe l'existence d'une « *politique de l'attention* » ou « *politique de la vigilance* », une sorte d'éthique partagée visant à réguler de manière informelle les échanges, de pacifier les relations sociales, notamment l'émotionnel.

1.3. Porosité des statuts et responsabilité collective : de l'idéal aux pratiques

1.3.1. Les défis de la non-hiérarchisation et de la non-professionnalisation

L'idée de responsabilité collective, au cœur du projet de la Casa Invisible, entre en tension avec un mouvement de professionnalisation, encore balbutiant mais jugé nécessaire par certains participants, tandis que d'autres s'y opposent :

« On a déjà essayé différents types d'organisation mais jamais hiérarchisée ... c'est ça l'objectif, la non-hiérarchisation, si tu arrives et qu'il y a un problème avec le bar et qu'il manque quelqu'un pour s'en occuper, bah tu te mets à servir et à laver les plats, et tout ça c'est un travail quotidien, ça coûte, que les gens comprennent qu'ils n'y a pas de travail spécialisé, c'est toujours l'idée de chercher l'horizontalité (...) même s'il y a des gens qui sauront mieux faire certaines choses, on ne veut pas de spécialisation ou d'expertise » Alicia, 75 ans, architecte retraitée.

La professionnalisation n'est pas appréhendée par certains membres du collectif comme l'acquisition d'une expertise mais comme une activité de dynamisation du bénévolat ou comme la reconnaissance de capacités spécifiques. Si certains voient dans cette forme de spécialisation, à travers un type de tâche ou un statut, un risque de déresponsabilisation du collectif et de bureaucratisation, d'autres souhaitent trouver un équilibre entre coresponsabilité et professionnalisation, pour des raisons pratiques de facilitation du travail collectif. Il s'agit là également d'une tension entre la reconnaissance d'une compétence personnelle mise au service du projet collectif et le maintien d'une ouverture participative. Nacho souligne cette tension entre spécialisation et déresponsabilisation collective :

« Parfois je pense qu'il manque une personne qui se charge de certaines responsabilités et à d'autres moments j'ai vu clairement que c'était ça qui expliquait le manque de participation des gens... » Nacho Amir.

Jusqu'à milieu 2016, le coordinateur de l'aire d'activités était rémunéré 400 euros par mois par le collectif. Une autre personne se chargeait de dynamiser l'aire de communication et était également rémunérée 400 euros mais travaille désormais à *Malaga Ahora* et ne peut plus s'investir autant dans le fonctionnement de la Casa Invisible. Depuis fin 2016-début 2017, tant pour éviter la concentration des tâches et une délégation durable de responsabilités

dans une seule personne que pour empêcher un « épuisement participatif » due à une charge trop conséquente de travail, un groupe de quatre femmes a pris le relai de la coordination de l'aire de Culture libre et activités, et tente actuellement de se structurer en coopérative.

1.3.2. Leaderships circonstanciels et expertises militantes : vers un partage des responsabilités fondé sur la délégation de confiance

Malgré un refus partagé de la spécialisation, il y a une certaine acceptation de la légitimité contextuelle et partielle de leaderships, bien que ce terme soit sujet à débat parmi les participants: la hiérarchisation doit rester au service des visées contextuelles et changeantes de la Casa Invisible, et ne pas devenir déterminante ou structurante. La hiérarchisation, contextuelle et partielle, doit ainsi reposer sur une délégation de confiance. Nacho souligne :

« Par rapport à tout ce qui est la négociation avec la municipalité, il y a une avocate, un urbaniste, un chercheur, qu'est-ce que je peux y apporter moi ? Quand ils se mettent à parler de loi du patrimoine ou de loi de gestion, qu'est-ce que je peux apporter ? Par contre, s'ils nous demandent un dossier qui récapitule toutes les activités de la Casa invisible depuis 2008, ça je peux m'en charger... il y a certaines paroles qui valent plus que d'autres selon les contextes, il faut savoir quand on ne peut pas placer quelqu'un au dessus d'un autre ou quand au contraire il faut accorder toute notre confiance à quelqu'un » Nacho Amir.

De fait, la centralité actuelle de la thématique juridique dans les négociations entre la Casa Invisible et la municipalité explique en grande partie que l'avocate Amanda fasse figure de leader informel. Floren souligne la complémentarité fructueuse des savoirs experts et savoirs d'expérience plus militants :

« Pour la construction d'un mouvement culturel politique, c'était nécessaire de lier la capacité de mobilisation et de résistance avec ... un niveau d'auto-exigence on va dire intellectuelle située, pratique, oui située et ça c'est très clair avec le projet de réhabilitation où tout le monde a reconnu qu'on ne voulait pas tomber dans la technocratie parce qu'on critique beaucoup la technocratie, mais on était très reconnaissant de la disponibilité de certaines personnes qui avait un niveau très élevé de connaissances techniques dans certains domaines qu'on ne maîtrisait pas, l'urbanisme, l'architecture » Floren Cabello.

Deux cas de cette expertise militante sont fournis par les figures d'Eduardo Serrano (65 ans), un docteur en architecture à la retraite, ayant joué un rôle très important dans la légitimation intellectuelle et politique de la Casa Invisible, et d'Enrike Espana (Kike, 26 ans), un doctorant en architecture qui codirigea le projet de réhabilitation de la Casa Invisible. Pour ces deux individus, la compétence technique en matière d'architecture est étroitement mise au service de leur activisme au sein de la Casa Invisible. D'autres personnages comme Amanda, ou Floren font également figure d'experts militants.

1.3.3. La tension entre « le cerveau » et « le muscle » : vers une reproduction informelle des divisions de statut et des conflits de légitimité ?

Une des tensions les plus prégnantes traversant la Casa Invisible concerne la tension entre les tâches politiques et intellectuelles et les tâches plus pratiques. L'absence de leader

personnifié et le fonctionnement horizontal n'empêchent pas la présence d'une certaine hiérarchie informelle. Ainsi, les aires de mouvement (négociation avec la municipalité) et d'autoformation incluant la ULEX constituent des aires de production de légitimité politique et bénéficient d'une certaine position de force interne. De fait, les individus investis dans ces commissions disposent une vision plus globale et stratégique que les personnes impliquées dans les aires de culture libre (activités) ou dans la coopérative. Cette inégalité de légitimité entre les aires recoupe partiellement la tension entre savoirs universitaires et politiques, d'une part, et savoirs plus pratiques, d'autre part :

« Dans ce type d'environnement, on essaye parfois de légitimer notre participation en disant « comme moi je viens et que je travaille tous les jours ici, tu ne peux rien me dire » ou « comme moi j'ai fait des réparations dans cette salle, j'en sais plus que toi », ca se passe souvent, aussi avec des gens dont la participation se limite à venir aux assemblées, avoir des idées mais n'en exécuter aucune, simplement venir, avoir une opinion mais ne rien faire, il y a un conflit compliqué autour de ces deux pôles qu'on essaye de rapprocher, j'appelle ca le cerveau et le muscle, le muscle, c'est ceux qui viennent tous les jours, qui font des tâches nécessaires sur lesquelles le collectif compte, et après en assemblée on est 20 donc c'est 16 personnes supplémentaires, qu'est ce qu'elles font ? C'est complexe, moi au début quand je me suis rendu compte de ca, je disais « Vous, vous portez juste des opinions ! » et je me sentais légitimé dans mon travail mais après il faut comprendre que chacun a son travail, sa vie à coté » Nacho Amir.

Sans basculer dans la spécialisation, Beatriz, une comptable de 50 ans, défend une symbiose entre les capacités et aptitudes spécifiques de chacun comme vecteur de réussite du projet commun. Elle souligne la recherche d'un équilibre entre les dynamiques d'apprentissage collectif et la reconnaissance des habiletés personnelles :

« Beaucoup de compagnons se plaignent d'une division de statuts, on va dire entre ceux qui pensent et ceux qui font, eh bien moi ca me paraît tout aussi bien (...) tout le monde peut apprendre de tout mais je crois que le meilleur résultat on l'obtient aussi quand on sort le meilleur de chacun, donc voilà on doit trouver un équilibre entre ces deux choses » Beatriz

1.3.4. Faire communauté ? Une pluralité de conceptions de la participation et de modalités d'implication

L'idée de responsabilité collective amène certains participants de la Casa Invisible à valoriser la « participation en degrés » et le « militantisme liquide », c'est-à-dire à accepter l'intermittence de la participation comme un vecteur de durabilité et de renouvellement du projet :

« La Casa Invisible a su comprendre que c'est naturel, souhaitable et nécessaire qu'il y ait une participation par degrés, et elle a su garantir des espaces et des voies qui correspondent à cette participation en degrés, ici on ne dit pas « du militantisme intensif ou rien ! » parce que si on comprend comme est la société, on ne peut pas s'attendre à une utopie, mais en même temps ici, il y a peu de consommateurs, ici les gens se laissent traverser par le projet, y compris les usagers sentent que ce projet leur appartient, ici l'aspect relationnel est très important, et la possibilité que tu as de participer à l'offre culturelle, tout ca, ca facilite le fait que les gens s'attachent à l'espace et ne soient pas que dans l'utilisation » Daniel Machuca.

Cette idée de « participation en degrés » va de pair avec le respect des temporalités personnelles et exigences professionnelles, sans mettre en avant une exigence activiste d'investissement total mais en intégrant les apports et disponibilités de chacun. Cependant, les modalités et sens de l'implication sont très variables, y compris à l'intérieur du collectif moteur. Le sentiment d'appartenance à une communauté de valeurs et de pratiques et l'intégration à un groupe d'affinité est particulièrement fort pour les membres du collectif moteur, même si apparaissent des nuances dans les modalités d'implication.

D'un côté, on trouve des participants actifs restreignant leur participation à une part segmentaire du projet et à une dimension opérationnelle, sans s'investir de manière plus transversale sur la dimension institutionnelle car l'implication est en grande partie motivée par leur travail leur permettant de subvenir en partie à leurs besoins, et donc lié à la précarité de leur situation socio-économique (comme certains moniteurs d'ateliers qui concentrent leur participation sur la partie « Culture libre et activités » ou comme certains membres de la coopérative du bar). Leur présence en assemblée s'explique par le poids des discussions autour du fonctionnement concret de l'espace. Par rapport à ce mode d'implication plus opérationnel qu'institutionnel, Monica souligne : « *Il y a un risque que la Invisible finisse pas ne plus générer de passion, je veux dire, qu'elle se remplisse de contenus mais sans véritablement de sens commun* ». De l'autre côté, des participants très politisés et faisant figure de personnages emblématiques de la Casa Invisible présentent une implication à éclipses, du fait d'engagements professionnels, familiaux ou de contraintes personnelles. Cette implication est certes intermittente mais centrale en termes de d'apports politiques et stratégiques au projet global. Enfin, d'autres participants ont une implication davantage écosystémique, circulant entre différentes commissions, participant à des tâches quotidiennes d'entretien et de fonctionnement tout en s'intéressant également à la partie plus politique. Parmi ce groupe, l'on trouve certains participants ayant un lien particulièrement intime, émotionnel et vital à la Casa Invisible, l'implication dans le projet se confondant en grande partie avec leur vie sociale et politique. Ces modes différenciés de participation du collectif moteur entrent en tension avec des logiques de consommation, d'utilisation ou d'instrumentalisation du lieu culturel par les usagers concomitant à une faiblesse de la participation politique dans la gestion plus globale :

« En ce moment, beaucoup de personnes viennent comme des usagers mais ne s'impliquent pas dans la Casa Invisible (...) Les gens sont très peu politisés à Malaga, il y en a pas beaucoup qui comprennent ce type de projet, moi je suis entré dans ce type de mouvement pour l'ouvrir aux quartiers, pas pour générer des ghettos de personnes avec une seule esthétique, un seul positionnement politique (...) c'est ça aussi qui explique que beaucoup de personnes se sentent très à l'aise ici mais ne sentent pas une responsabilité de participer et de s'impliquer un peu plus (...) il n'y a pas un vrai sentiment d'appartenance, alors que dans le collectif si, c'est un sentiment d'appartenance brutal, moi je travaille ici, quand je ne travaille pas, je viens, une grande partie de mes envies et de mes besoins sont liés à la Casa Invisible, pas seulement l'espace mais aussi la communauté qui l'habite, le groupe d'affinité que j'ai » Nacho Amir.

Le maintien de la dimension d'espace public de ce commun culturel, à travers la création de lien social fort, le développement de processus de questionnement collectif et de co-construction des décisions, tient grandement à la centralité de la réciprocité dans les interactions, reposant sur des relations de don/contre-don, d'obligations mutuelles entre

personnes impliquées. Comme l'ont souligné Karl Polanyi (1893 ; 1977), Alain Caillé (2003 ; 2005) ou encore Jean-Louis Laville (2007 ; 2016), la réciprocité est une imbrication d'intéressement et de désintéressement, selon laquelle le lien social tend à prédominer sur la relation instrumentale mais n'implique pas la négation des intérêts propres. La réciprocité égalitaire tend à privilégier une symétrie de la relation sociale, en permettant aux individus de se situer sur un même plan d'action et en créant des conditions pour l'existence d'une participation paritaire. La tendance à l'interchangeabilité des rôles au sein de la Casa Invisible et le refus de la délégation durable et formalisée ou encore l'obligation pour les moniteurs d'ateliers de prendre soin des salles et d'instituer un roulement des tâches d'entretien manifeste l'importance de cette dimension réciprocitaire, qui se retrouve au niveau économique. De fait, la compréhension du fonctionnement économique de la Casa Invisible est centrale pour saisir de quelle manière celui-ci soutient et préserve la dimension d'espace public autonome de cette initiative citoyenne.

1.3.5. La pluralisation économique au service de l'autonomie citoyenne ? La recherche d'un modèle économique solidaire et viable

Les activistes de la Casa Invisible s'inscrivent dans une visée politique du coopérativisme et d'économie sociale et solidaire, puisqu'ils désirent sortir des paramètres de l'économie capitaliste. Néanmoins, l'initiative citoyenne tâtonne encore dans la recherche d'un modèle économique soutenable qui puisse à la fois enrayer la précarité socio-économique des participants, garantir la pérennisation de la dynamique participative et préserver l'indépendance de l'initiative face aux pouvoirs publics.

L'économie de la Casa Invisible est précaire et se fonde presque exclusivement sur la logique réciprocitaire, c'est-à-dire largement sur l'implication bénévole, les réseaux d'entraide et la présence de plusieurs coopératives en cours d'unification. La Casa Invisible ne demande aucune cotisation des participants. Avant la fermeture officielle du bâtiment en 2014, une librairie solidaire spécialisée dans les mouvements sociaux fonctionnait sur la base de partenariats avec plusieurs maisons d'édition engagées offrant une littérature alternative telles que *Traficantes de Suenos* et *Chalaparita*. Peu rentable, les membres de la Casa Invisible imaginent actuellement comment réintégrer ce projet militant de librairie alternative au sein du projet global de la Casa Invisible. Une friperie solidaire fonctionnant très bien est pour l'instant également à l'arrêt, du fait de la fermeture partielle de l'édifice. Actuellement, la coopérative du bar regroupe 16 membres, qui se partagent 80% des recettes tandis que les 20% restants sont destinés à financer le projet global de la Casa Invisible. La coopérative des techniciens du son et des lumières est en train de s'agréger à la coopérative du bar. Cette macro-coopérative est en cours de redéfinition, et tente de s'orienter vers l'obtention d'une personnalité juridique. Une personne, Nacho, est en charge des finances de la coopérative et touche une maigre rémunération de la coopérative pour cette tâche.

Certains des ateliers organisés au sein de la Casa sont payants, 10% des rentrées d'argent étant destinées à la Casa, le reste allant aux moniteurs. L'organisation fréquente d'évènements festifs permet également de faire rentrer de l'argent qui est entièrement destiné au projet global. Un large réseau de sympathisants effectue également de nombreux dons individuels. Le réseau de donateurs de la Casa Invisible est constitué d'environ 50 personnes stables, auxquelles viennent s'ajouter des donateurs ponctuels. Des campagnes de *crowdfunding* sont organisées pour financer des projets ponctuels, néanmoins, ce mode de financement participatif et solidaire apparaît précaire et peu soutenable car trop éphémère et

prisonnier d'une forme d'assistanat par lequel l'initiative est dépendante des dons. Le 18 Février 2015, la campagne de *crowdfunding* lancée par la Casa Invisible réussit à récolter 20 205 euros, permettant de rénover l'ensemble de l'installation électrique de la Casa Invisible, tandis qu'une autre campagne lancée en 2016 et achevée le 23 Décembre 2016 permet d'atteindre 24 105 euros pour financer la réhabilitation globale de l'édifice.

Mensuellement, les apports économiques de la Casa Invisible s'élèvent à 4 000 euros environ, les recettes du bar représentant l'apport le plus conséquent, auxquelles s'ajoutent les apports économiques des ateliers et des dons, tandis que la majeure partie du budget est dépensée dans la réhabilitation de l'édifice. Face aux limites de ce fonctionnement économique intégrant certes les ressources marchandes du bar mais trop centré sur la réciprocité, la majorité des participants accepte l'idée d'un minimum de subventions publiques, tant que les ressources publiques n'induisent pas un formatage et une standardisation qui entraînerait une déperdition du projet politique. L'enjeu est d'articuler et d'équilibrer durablement les différentes ressources économiques, afin de garantir une multi-dépendance et donc de préserver l'autonomie collective face aux institutions.

2. Du contre-pouvoir à la « nouvelle Institutionnalité »: les différents leviers de « l'ensauvagement des institutions »

Les relations entre la Casa Invisible et le cadre institutionnel oscillent entre dynamique insurrectionnelle et logique coopérative, puisque, au delà du rapport de force avec la municipalité concernant la cession d'usage de l'édifice, la production de savoirs collectifs et l'inscription dans des réseaux intermédiaires ont permis à la Casa Invisible de constituer un foyer de réinvention de la notion d'Institution et d'élaboration de la candidature municipaliste *Malaga Ahora*. Deux échelles et formes d'ensauvagement des institutions sont donc à l'œuvre autour de la Casa Invisible. D'une part, la lutte pour obtenir la reconnaissance institutionnelle de la gestion autonome d'un centre culturel municipal constitue une forme d'ensauvagement des institutions puisqu'il s'agit de transformer les paramètres de l'action publique en matière de gouvernance urbaine et culturelle. Il s'agit de mettre en place un compromis entre société civile et pouvoirs publics afin d'effectuer un transfert de responsabilités vers une communauté auto-organisée, à travers l'articulation de la propriété municipale et d'une gestion commune. D'autre part, le mouvement municipaliste *Malaga Ahora* représente lui aussi, via une proposition électoraliste, un ensauvagement puisqu'il constitue une entrée des mouvements sociaux au sein des institutions.

Joan Subirats et Ismael Blanco ont montré que les capacités de résilience de la société civile face aux dynamiques de technocratisation, de privatisation et de marchandisation des politiques publiques passaient à la fois par l'accroissement des processus de décentralisation et par la radicalisation démocratique des modes de gouvernance (Subirats, Blanco, 2012). Selon ces deux auteurs, les communs apparaissent comme un levier de l'émergence d'une « nouvelle Institutionnalité » à travers la mise en place de modes de production horizontaux et coopératifs fondés sur une dispersion du pouvoir et sur la réciprocité (Subirats, 2011). Contre des politiques publiques descendantes, se fondant sur l'homogénéité et l'accumulation, et contre le monopole des institutions sur la prise en charge des problèmes publics, Subirats appelle de ses vœux un accroissement des coopérations entre initiatives communautaires, expériences d'économie sociale et solidaire ancrées dans les territoires et pouvoirs publics. Les espaces communautaires ou citoyens, nés de la société civile et non de l'impulsion

institutionnelle, apparaissent comme des espaces de construction de nouvelles formes de citoyenneté, à travers la co-responsabilisation autour de problématiques communes. L'approche des communs et de la « nouvelle Institutionnalité » recoupe la perspective du municipalisme. Subirats (2016) a souligné de quelle manière les municipalités constituent des protagonistes centraux de récupération de la souveraineté citoyenne. L'émergence de nouvelles forces politiques issues des mouvements sociaux dans les gouvernements municipaux suite aux élections de mai 2015 comme à Barcelone, Valence, Malaga, la Corogne, Cadix ou Saragosse permet d'ouvrir des voies de renouvellement et d'approfondissement de la démocratie participative. Il souligne « l'importance actuelle du contexte local comme voie d'accès de ces nouvelles forces sociales aux cadres institutionnels du pouvoir » (Subirats, 2016, p.16) Pour Subirats, les espaces locaux des quartiers doivent constituer des foyers d'émancipation permettant l'exercice de formes de micro-souverainetés. Ces « souverainetés de proximité », constituant des creusets de protection sociale et d'autonomie, doivent s'articuler avec le pouvoir municipal, afin de faire émerger des formes de gouvernance urbaines plus participatives, fondées sur un partage des responsabilités entre citoyens et élus, afin de favoriser l'émergence de « constructions alternatives d'institutionnalité » (Ibid., p.24)

2.1. De la contre-expertise citoyenne aux réseaux inter-associatif d'interpellation

« On veut la cession d'usage de l'espace parce qu'on a besoin de cette stabilité pour le réhabiliter et programmer des projets culturels de longue durée mais voilà, l'expérimentation se fait à travers un rapport de force avec l'institution, nous on est en bas, on le fait en générant de la problématisation et on lutte pour ce qu'on conçoit comme étant nôtre, c'est un centre culturel de gestion citoyenne, et on enlève peu à peu la propriété que la municipalité nie à la citoyenneté (...) on croit que ça doit être un équipement municipal, ce serait super si c'était reconnu comme propriété commune mais ça c'est une réalité qui ne se prend même pas en considération donc en tant que propriété municipale, il faut laisser la citoyenneté le gérer comme elle le désire parce qu'on pense que c'est une entité d'intérêt général » Daniel Machuca.

Les participants de la Casa Invisible revendiquent la gestion autonome par les citoyens auto-organisés d'un équipement dont la propriété serait municipale : il s'agirait donc d'articuler propriété publique et propriété commune. Si la Casa Invisible est née comme un contre-pouvoir culturel d'un mouvement de désobéissance civile et a su conquérir sa légitimité en maintenant une position contestataire et subversive face aux pouvoirs publics, les rapports avec les institutions évoluent de la lutte à la négociation politique.

Janvier 2011 a marqué un tournant dans le processus de négociation entre la Casa Invisible et le gouvernement conservateur de Francisco de la Torre (PP) puisqu'est trouvé un premier accord à travers la signature d'un Protocole d'Intentions. Ce document fut signé par la Casa Invisible, la municipalité de Malaga, le Parlement provincial de Malaga, la Junte d'Andalousie et le Musée national d'art contemporain Reina Sofia de Madrid. Cet accord stipulait que, sur une durée de un an, la Casa Invisible devait remplir un certain nombre de conditions nécessaires à la cession d'usage : la constitution d'une entité légale qui puisse fournir un cadre juridique à la Casa Invisible, (la *Fundacion de los Comunes*), la rédaction d'un mémoire d'activité et la régularisation des questions d'électricité, d'eau et d'hygiène.

Le 23 Décembre 2014, la municipalité fait fermer l'édifice en prétextant la non-conformité de la structure avec certaines normes de sécurité. Cependant, les militants de la Casa Invisible maintiennent leurs activités socio-culturelles et politiques, en ouvrant le patio intérieur et en ré-investissant le bâtiment de manière clandestine pour y organiser les activités culturelles.

Depuis 2016, la Casa Invisible demande l'attribution directe de l'édifice puisqu'elle a rempli les trois critères requis par la municipalité de Malaga : la *Fundacion de los Comunes* a été déclarée « Bien d'intérêt public » le 14 mai 2016 par le conseil municipal et le 14 avril 2016, le projet basique de réhabilitation de l'édifice a été livré à la municipalité, en présence des responsables municipaux de l'architecture et de la conservation et de la vice-présidente de la Fondation des Communs. De fait, la Casa Invisible a développé une capacité de « contre-expertise citoyenne » puisqu'une équipe d'architectes investis dans le fonctionnement du projet culturel a élaboré un plan directeur de réhabilitation visant à rénover l'édifice et à légitimer la viabilité du projet collectif. Ce plan de réhabilitation émerge du travail conjoint, sur une année, d'une équipe de huit architectes de l'université de Malaga, et des autres participants de la Casa invisible, mêlant ainsi savoirs experts et savoirs d'expérience. La réhabilitation de l'édifice s'inscrit dans une éthique écologique et solidaire, puisqu'elle doit s'échelonner sur sept années, à partir de matériaux écologiques et de techniques respectueuses de la valeur historique et patrimoniale de l'édifice. Les négociations sont pour l'instant à l'arrêt, les participants de la Casa Invisible attendant la réponse officielle de la municipalité.

Si la Casa Invisible s'est construite comme un contre-pouvoir autonome apte à peser sur le cadre institutionnel, le réseau de la *Fundacion de los Comunes* constitue également un espace public intermédiaire de réflexion collective et d'intervention politique. Ce réseau est impulsé en 2011 par la Casa Invisible, en collaboration avec la *Universidad Nómada* (Madrid), *Traficantes de Sueños* (Madrid) et *l'Ateneu Candela* (Terrassa). Il s'agit d'une plateforme officielle regroupant 23 entités espagnoles afin de mutualiser les savoirs et pratiques entre initiatives citoyennes, dans une visée d'intervention politique. Les équipes de travail se trouvent à Pampelune, Barcelona, Terrassa, Zaragoza, Madrid, Santander et Valence. La *Fundacion de los comunes* se définit comme « un laboratoire d'idées qui produit une pensée critique depuis les mouvements sociaux comme levier d'intervention politique. Nous sommes un réseau de groupes d'investigation, édition, formation, espaces sociaux et librairies qui mettons des ressources en commun pour impulser la révolution démocratique et l'égalité sociale »¹.

« *La Fondation des communs nous sert comme sujet juridique, comme interlocuteur légitime que nous exigeait la municipalité de Malaga mais on en a aussi profité pour construire un réseau de projets similaires dans tout l'Etat espagnol et à travers ça, on génère des formations, des séminaires, des discussions autour de la ligne politique à adopter et les suites du 15M, voilà c'est un réseau d'espaces citoyens, et on essaye de se réunir une fois tous les deux ou trois mois* » Daniel Machuca.

C'est notamment à travers la Fondation des communs qu'ont pu s'organiser des rencontres nationales entre initiatives citoyennes et mouvements sociaux, comme les rencontres articulées autour de la tension entre Institution et contre-pouvoir intitulées « Municipalisme, Autogouvernement et Contre-pouvoir ». Ces rencontres ont réunis 200 personnes du 1 au 3 Juillet 2016 à Malaga, et la deuxième session, se déroulant du 20 au 22

1 <http://www.fundaciondeloscomunes.net/la-fundacion/>

Janvier 2017, a rassemblé plus de 400 inscrits à Pampelune. La première session s'était déroulé à la Casa Invisible et au centre social et culturel La Colmena, à travers la mise en place d'ateliers de travail collectif de 1h30, portant sur des thématiques aussi diverses que « Espaces sociaux et centres de gestion citoyenne », « Travail, coopérativisme et remunicipalisation », « le mouvement municipaliste et la question de l'organisation » ou encore « syndicalisme social et droits sociaux ». Pour chaque atelier, plusieurs textes ont circulé avant la rencontre, afin de nourrir les débats puis les journées ont donné lieu à des publications de chaque atelier de travail.

2.2. La « nouvelle Institutionnalité » et le mouvement municipaliste *Malaga Ahora* : l'autonomie citoyenne, entre dynamique « sauvage » et mouvement d'institutionnalisation

La Casa Invisible mène, depuis sa naissance, une critique de la représentation et constitue un espace de problématisation de la notion d'institution. Elle génère, en tant que public critique, une production de savoirs collectifs autour du concept de la « *Nouvelle Institutionnalité* » à travers le dispositif propre de la *Universidad Libre Experimental* et à travers la *Fundacion de los Comunes*. Cette notion vise à favoriser l'émergence d'un nouveau paradigme institutionnel : il s'agit de démocratiser les institutions dans le sens des communs, c'est-à-dire à partir des espaces d'autonomie citoyenne. Ces institutions du commun désignent des espaces expérimentaux où la gestion des biens et services publics sont pris en charge par les citoyens eux-mêmes et où l'instituant prime sur l'institué. Curro Machuca, l'un des promoteurs de la ULEX et très impliqué dans l'aire d'autoformation, pointe l'évolution du positionnement politique des membres du collectif moteur de la Casa Invisible, issus pour la plupart d'une tradition anarchiste et évoluant vers l'acceptation de l'institutionnalisation. Il fournit également une définition de la *Nouvelle Institutionnalité* :

« *Nous concevons la politique comme quelque chose qui ne se réduit pas aux partis politiques, nous, nous sommes ultra-politiques, on fait tous de la politique, parce que la politique c'est s'occuper de tous les aspects de la vie en commun ... au départ, beaucoup d'entre nous viennent d'une tradition anti-étatiste, on ne croit pas beaucoup à l'Etat, même si on n'est pas fermé à toute forme d'intervention étatique, c'est vrai qu'on soutient le mouvement municipaliste « Malaga Ahora », parce qu'il a les mêmes principes que les nôtres (...) on veut voir si le mouvement municipaliste fonctionne, et dans ce contexte, on croit qu'un lieu comme la Casa Invisible, géré par les citoyens eux-mêmes, est un espace aussi légitime qu'une mairie, qu'une députation provinciale, ou qu'un centre culturel officiel (...) donc la « nouvelle Institutionnalité », c'est élaborer un corpus institutionnel démocratique où la participation vient par le bas, et c'est à travers ce processus que peuvent se créer ce que l'on nomme des « institutions monstres », des institutions qui ne sont pas pensées dans les logiques classiques, nous au contraire, on conçoit la Casa Invisible comme une institution, parce qu'elle génère du contenu, de la politique, une communauté qui la soutient et qui s'auto-organise, c'est ça la nouvelle Institutionnalité, aller vers un type de société beaucoup plus démocratique dans laquelle les décisions seraient davantage prises depuis la base, par les gens qui sont concernés par ces décisions » Curro Machuca.*

Si l'inscription dans des réseaux citoyens constitue un levier pour peser sur le cadre institutionnel, la posture contestataire de cette expérimentation culturelle s'articule

aujourd'hui à une stratégie coopérative d'institutionnalisation, puisque le Casa Invisible a été l'un des foyers d'élaboration du mouvement municipaliste *Malaga Ahora*, inspiré de la candidature de *Barcelona en comu*. Bien que les participants de la Casa Invisible aient décidé de maintenir une claire distinction entre le projet culturel et le mouvement municipaliste, les activistes ayant été élus à la municipalité étaient tous des militants de la Casa Invisible. L'avocate et activiste de la plateforme des Affectés par l'Hypothèque (PAH), [Ysabel Torralbo](#), participante de la Casa Invisible, a accédé lors des élections municipales de 2015, aux côtés de trois autres membres de ce mouvement politique, au statut de conseillère municipale du gouvernement conservateur de Francisco de la Torre (PP). L'accession à la municipalité du mouvement *Malaga Ahora* semble ainsi constituer un contexte propice pour l'émergence de dynamiques de co-production ou de co-construction de l'action publique entre société civile et acteurs institutionnels.

Retracer l'archéologie du mouvement municipaliste *Malaga Ahora* nous permet de mieux identifier le rôle joué par la Casa Invisible dans son émergence et de saisir les interactions entre ces deux propositions citoyennes. La Casa Invisible a été l'un des foyers de gestation du 15M à Malaga et a joué le rôle d'espace ressource et de creuset des mouvements sociaux. Comme nous l'indique Juan, 35 ans, ancien participant au sein de l'aire de mouvement et stratégie de la Casa Invisible et aujourd'hui technicien de la députée de *Malaga Ahora* au parlement provincial andalou, Rosa Galindo (ancienne cuisinière de la Casa Invisible) :

« La racine du 15M part des gens de « Democracia real ya » qui en 2011 se réunissait à la Casa Invisible et où les personnes de la Invisible participaient, fondamentalement, le pré-15M est né ici, et quand le 15M a émergé, beaucoup de gens de la Invisible sont allés sur la place (...) quand les campements se sont levés, la Invisible est un peu devenu le point de référence, c'est ici que se sont organisées les assemblées, les réunions de la PAH et des groupes de consommateurs, en fait la Invisible fonctionne un peu comme un catalyseur des mouvements sociaux ici » Juan.

Suite à des querelles internes, le mouvement *Democracia real ya* se reconfigure et renaît sous le nom de *Movimiento por la democracia*. L'hypothèse municipaliste visant une entrée des mouvements sociaux au sein des institutions connaît alors une première formalisation à travers l'élaboration de la *Carta por la democracia*, un document retraçant la ligne politique du mouvement, au terme de l'organisation d'ateliers de travail à Madrid, Pampelune, Saragosse, Barcelone, Valladolid, Séville, Valence et Malaga. Il s'agit là de la première concrétisation d'une fédération du mouvement municipaliste à l'échelle nationale. Ce document s'articule autour de trois axes : la démocratie économique, « afin de faire prévaloir le principe de bien-être des populations par rapport à l'intérêt et au bénéfice privé, financier et corporatiste » et à travers la mise en place de formes de gestion commune des biens publics, la démocratie politique, à travers la démocratisation des institutions politiques et la mise en place de pratiques constituantes et, enfin, la démocratie territoriale. Ce premier travail en réseau jette les bases des futures rencontres « Municipalisme, Autogouvernement et Contre-pouvoir ».

Plus spécifiquement, le mouvement municipaliste *Malaga Ahora* se structure localement à partir de la confluence d'individus appartenant à divers mouvements sociaux actifs à Malaga comme la PAH, *la Marea blanca*, *la Marea verde*, les mouvements *Equo*, *Humanistas* et *Podemos*. Ce mouvement politique tend à favoriser des espaces de participation et d'autonomie citoyenne depuis la base, aptes à générer des canaux de

communication avec les institutions, dans l'idée d'une citoyenneté active, d'une « nouvelle Institutionnalité » :

« Malaga Ahora ne prétend pas seulement être une option électorale ou institutionnelle parce que pour Malaga Ahora, l'institution est seulement un moyen pour créer un mouvement politique fort dans la ville et pour créer un mouvement municipaliste à l'échelle de toute l'Espagne (...) on est à la fois dans l'institution et en dehors de l'institution » Juan

Deux des membres de *Malaga Ahora* au pouvoir que nous avons pu rencontrer, Isabel Torralbo et Santi Fernandez Paton, mettent l'accent sur l'illusion de la rhétorique du « parti-mouvement » en vogue au sein des milieux militants affiliés à Podemos. Au terme d'un an et demi au pouvoir, tant Isabel que Santi soulignent qu'au delà des formes de cadrage et de formatage administratif sur le modèle des partis, l'institution n'a pas le même rythme et la même temporalité que le mouvement social. Selon Santi, l'idée de « parti-mouvement » est un « piège dialectique » et un « signifiant vide » qu'il convient de dépasser. Isabel précise :

« On a plutôt besoin d'un mouvement municipaliste fort, et le parti doit générer un creuset propice pour renforcer ce mouvement social, l'accompagner » Isabel Torralbo.

Quels sont alors les liens qu'entretiennent aujourd'hui la Casa Invisible, foyer du mouvement *Malaga Ahora*, et le mouvement devenu parti malgré lui ? Cette question a été sujette à nombreux débats au sein de la Casa Invisible, et la décision sur laquelle se sont accordés les participants est le choix d'une posture de distinction claire entre l'initiative culturelle en tant que sujet collectif et le mouvement municipaliste, bien qu'en réalité, ils soient les deux faces, sauvage et institutionnalisée, d'un même phénomène social. Pour les membres de *Malaga Ahora*, le manque de positionnement explicite de la Casa Invisible en faveur du mouvement municipaliste constitue un facteur de dépolitisation de l'initiative citoyenne :

« Il y a un risque que ça devienne davantage un contenant et pas un corps vivant qui impulse du politique au delà des demandes et besoins propres de l'espace, être un agent politique qui génère du mouvement, c'est un risque de cette posture, d'être davantage récepteur qu'acteur politique » Isabel Torralbo.

Le déficit de prise de parole dans le débat public par la Casa Invisible en tant qu'acteur politique et son refus d'un positionnement explicite en faveur de *Malaga Ahora* comporte, de fait, un risque de clôture du projet sur lui-même, d'absorption du politique dans les exigences et problématiques internes à l'initiative (le projet de réhabilitation, le modèle décentralisé d'autogouvernement, l'évolution vers une économie plurielle...). Cette question est plus ou moins touchée du doigt par les participants de la Casa Invisible qui lors des journées d'auto-évaluation de Septembre 2013, soulignaient déjà la nécessité de rompre avec l'évolution vers un simple « contenant » d'initiatives citoyennes sans sentiment d'appartenance au projet global et avaient débattu sur le rôle de la Casa Invisible comme « coordinateur » des mouvements sociaux ou simple « espace de rencontre et d'agrégation ». Ces problématiques concernant la place et le rôle de l'initiative citoyenne au sein du débat public restent, pour l'instant, sujettes à discussions parmi les participants.

Conclusion

Se revendiquant comme une institution du commun, la Casa Invisible entend générer une innovation institutionnelle en défendant la gestion citoyenne d'un bien culturel. Ayant pour visée l'inscription de la production et de la distribution des biens culturels dans des normes démocratiques et des dynamiques de débat collectif, son fonctionnement se fonde sur une hybridation des ressources économiques, entre ressources marchandes et non marchandes, encore précaire et laissant une large place à la réciprocité. N'ayant pas subi de processus de rationalisation gestionnaire et professionnelle du fait de sa non-institutionnalisation, c'est ce principe d'action réciprocaire, tendant à favoriser des relations symétriques de don/contre-don et des processus de co-construction des décisions, qui permet une ouverture du projet à différentes formes d'implication, qu'elles soient d'ordre opérationnelle ou institutionnelle. Si la gouvernance participative de la Casa Invisible tend à favoriser une distribution des pouvoirs et des compétences, nourrissant des dynamiques d'apprentissage collectif, le fonctionnement horizontal n'empêche pas la reproduction de luttes de légitimité, d'asymétries de statut ou de phénomènes de délégation et de concentration de certaines responsabilités. La force du projet réside néanmoins dans la réflexivité critique des acteurs sur leurs propres pratiques et leur volonté de préserver une dynamique expérimentale afin de se questionner et de se réinventer en fonction des problématiques rencontrées. Cette dynamique expérimentale, critique et instituante comme mode d'autogouvernement du commun culturel caractérise également sa relation par rapport aux pouvoirs publics. Bien que luttant pour une reconnaissance institutionnelle, les participants de la Casa Invisible s'érigent contre toute forme de domestication, de normalisation et de formatage (exigence de bureaucratisation, logique d'évaluation quantitative) que pourrait induire ce processus d'institutionnalisation. De la même manière, le refus de toute forme d'assimilation politique du projet culturel au mouvement municipaliste *Malaga Ahora* manifeste une volonté de défendre une posture d'espace public autonome. Si le mouvement *Malaga Ahora* peut être perçu comme un « ensauvagement des institutions », un assaut institutionnel de la part des mouvements sociaux, comment des espaces publics autonomes tels que la Casa Invisible peuvent-ils bénéficier de cette nouvelle configuration institutionnelle pour se pérenniser et générer du mouvement social ? Les questions de la viabilité économique à travers la pluralisation des ressources et de l'inscription au sein de réseaux citoyens constituant des « espaces publics intermédiaires » aptes à peser sur le cadre institutionnel, constituent des voies d'exploration pour renforcer l'initiative citoyenne et son articulation à l'action publique.

Références bibliographiques

[Dardot](#) Pierre, [Laval](#) Christian, *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

Dubois Vincent, (2001), « La vision économique de la culture ». *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, 2001, n° 2, p. 31-34.

Florida Richard, (2005), *Cities and the Creative Class*, London, Routledge.

Laville Jean-Louis., (2007), *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Hachette Littératures.

Laville Jean-Louis., (2010), *Politique de l'association*, Paris, Éditions du Seuil.

Laville Jean-Louis, Salmon Anne, (2015), *Associations et Action publique*, Paris, Ed. Desclée de Brouwer, collection Solidarité et société.

Neveu Catherine, (2011), « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations* 2011/1 (N° 1), p. 186-209.

Ostrom Elinor, (2010), *La gouvernance des biens communs*, Louvain-la-Neuve, Eds. De Boeck.

Polanyi Karl, (1983), *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps* (traduction française), Paris, Gallimard, 1983.

Subirats Joan, (2011), *Otra sociedad, ¿otra política? De "no nos representan" a la democracia de lo común*, Icaria Editorial, 104 p.

Subirats Joan, Blanco Ismael, (2012) « Políticas urbanas en España: dinámicas de transformación y retos ante la crisis » *Geopolítica(s)*, 2012, vol. 3, núm. 1, 15-33.

Subirats Joan, (2016) *El poder de lo proximo. Las virtudes del municipalismo*, Los Libros De La Catarata 128 p.